



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/866
S/1997/289
8 avril 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante et unième session
Points 33, 35 et 85 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT
QUESTION DE PALESTINE
RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ENQUÊTER
SUR LES PRATIQUES ISRAËLIENNES AFFECTANT
LES DROITS DE L'HOMME DU PEUPLE PALESTINIEN
ET DES AUTRES ARABES DES TERRITOIRES OCCUPÉS

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-deuxième année

Lettres identiques datées du 8 avril 1997, adressées au
Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Aujourd'hui, 8 avril 1997, un colon juif a tué d'un coup de feu un civil palestinien, Asem Arafeh, âgé de 24 ans, dans la ville d'Al-Khalil (Hébron) en l'absence de toute provocation. Les soldats de l'armée d'occupation israélienne, utilisant de prétendues "balles en caoutchouc", ont également tué deux autres civils palestiniens, et une centaine de Palestiniens ont été blessés aujourd'hui dans l'ensemble de la Cisjordanie. Hier, le 7 avril 1997, un autre colon a tiré sur deux Palestiniens dans le village de Kharbata, près de Ramallah, les blessant tous les deux, dont un grièvement. Ces événements dangereux, en particulier les actes de terrorisme commis par les colons, marquent une nouvelle phase, tant dans l'escalade des mesures d'oppression prises par Israël que dans son attitude politique hostile.

Il y a lieu de mentionner à cet égard que le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Nétanyahou, a fait allusion, le 3 avril 1997, à d'éventuels nouveaux "Baruch Goldstein". Goldstein est le terroriste qui a massacré plus d'une trentaine de Palestiniens en prière dans la mosquée d'Abraham à Hébron, le 25 février 1994. D'autres colons ont en fait érigé un monument sur la tombe de Goldstein en son honneur. De son côté, Israël, la puissance occupante, n'a jamais appliqué la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité, adoptée à la suite du massacre.

Exacerbant une situation déjà extrêmement dangereuse, le Premier Ministre a fait, lors d'une conférence de presse tenue à Washington le 7 avril 1997, toute une série de violentes déclarations, réaffirmant l'intention d'Israël de procéder à l'implantation d'une nouvelle colonie illégale sur le Djabal Abou

Ghounaym au sud de Jérusalem-Est occupée. Il a en outre affirmé que Jérusalem était une "ville israélienne", au mépris total du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, ainsi qu'au mépris de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, dont aucun n'a reconnu la souveraineté autoproclamée d'Israël sur Jérusalem-Est occupée. En outre, de telles déclarations enlèvent tout sérieux aux accords auxquels étaient parvenues les parties en vue de négocier l'avenir de Jérusalem. De plus, lorsque le Premier Ministre déclare que le territoire occupé est "notre pays", il est à deux doigts de nier la reconnaissance mutuelle des parties palestinienne et israélienne et ce qui est au coeur de tout le processus de paix.

La grave détérioration de la situation sur le terrain et les menaces croissantes que les mesures et politiques israéliennes illégales et préjudiciables font peser sur le processus de paix au Moyen-Orient ne font que souligner davantage la nécessité de convoquer sans délai la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, qu'a demandée le Groupe arabe, pour prendre les mesures qui s'imposent, notamment les mesures collectives que les États Membres jugeront appropriées.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 33, 35 et 85 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Observateur permanent de la
Palestine auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Nasser AL-KIDWA
